

COMMISSION PARITAIRE DES ETABLISSEMENTS ET SERVICES D'EDUCATION
ET D'HEBERGEMENT (319)

4 avril

Convention collective de travail du ~~17-18-19~~ 2003, portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des établissements et services d'éducation et d'hébergement (maribel social).

Chapitre Ier. Cadre juridique

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Chapitre II. Champ d'application

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services ressortissant à la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement, et qui sont agréés par et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Chapitre III. Définitions

Article 3.

§1^{er}. Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

§2. Par parties, on entend les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs qui ont conclu la présente convention collective de travail et les employeurs et les travailleurs qui seront liés par sa force obligatoire.

§3. Par secteur, on entend le secteur visé à l'article 2 de la présente convention collective de travail

§4. Par arrêté royal, on entend l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

§5. Par ministres compétents, on entend le Ministre fédéral de l'Emploi et du Travail et le Ministre fédéral des Affaires sociales et les Ministres de la Région de Bruxelles-Capitale, compétents pour les établissements et services ressortissant à la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement, et qui sont agréés par et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.

24-04-2003

26-05-2003

66328

16/319

§6. Par établissement, on entend l'établissement ou le service auquel le Fonds Maribel a notifié l'octroi d'acquérir des moyens financiers supplémentaires en vue de la promotion de l'emploi, comme prévu dans la présente convention collective de travail.

§7. Par Fonds Maribel, on entend le «Fonds Maribel social pour les établissements et les services appartenant a la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale et ressortissant a la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement ».

Chapitre IV. Réduction de cotisation ONSS patronale

Article 4

§1^{er}. Conformément a l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et aux dispositions de la présente convention collective de travail, le secteur peut bénéficier d'une réduction forfaitaire des cotisations patronales de sécurité sociale.

Le produit total de la réduction de cotisation, visée a l'article 3§1^{er} de l'arrêté royal, est calculé comme suit : le nombre de **travailleurs** occupés au moins a **mi-temps**, **multiplié** par le **montant** de la réduction de cotisation **fixé conformément** a l'article 2 de l'arrêté royal, a **savoir** au moment de la conclusion de la présente convention collective de travail : **288,18€** par **travailleur** et par **trimestre**.

§2. Les **parties** conviennent de charger le «Fonds Maribel social pour les établissements et les services appartenant a la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale et ressortissant a la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement » de **recevoir, contrôler, gérer et attribuer** le produit total de la réduction de cotisation visée au precedent **article**.

L'**attribution** des moyens financiers, visée a l'**alinéa** precedent, se fait **selon** les modalités **fixées** par convention collective de travail conclue au sein de la sous-**commission** paritaire competente et selon les modalités **d'exécution** décidées par le **Conseil d'administration** du fonds **maribel**.

Chapitre V. Perception et affectation de la réduction de cotisation

Article 5.

§1^{er}. Le secteur **s'engage** a **affecter** le produit de la réduction des cotisations a l'accroissement de l'emploi regulier.

Le secteur **s'engage** a créer une augmentation du volume de travail **d'au moins** le produit de la réduction de cotisation visée a l'**article 4** de la présente convention collective de travail.

§2. L'augmentation du volume de travail par travailleur, **attribué** après 2002, conformément aux dispositions de l'arrêté royal doit se faire par rapport au volume de travail moyen de 2002, en ce inclus le maintien de l'emploi maribel social **déjà** octroyé a ce moment.

§3. L'intervention du fonds maribel dans le coût salarial annuel de l'emploi supplémentaire s'élève a 31.532,06€ par volume de travail a temps plein supplémentaire au niveau de l'établissement, ou au pro rata applicable.

Ce plafond peut être relevé par décision unanime du conseil d'administration du fonds maribel.

Ledit plafond ne peut toutefois pas excéder 64.937,84€ par an et par volume de travail a temps plein supplémentaire. Si le coût salarial annuel devait excéder 64.937,84€ par an, l'intervention du fonds maribel serait plafonnée a 31.532€ par an.

§4. Par coût salarial, on entend le salaire brut du travailleur correspondant avec les échelles barémiques et les conditions salariales pour les fonctions exercées, majorées des cotisations patronales a la sécurité sociale, ainsi que toutes les allocations et avantages dus au travailleurs par ou en vertu des dispositions légales ou réglementaires, ainsi que ceux dus en vertu des conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire auquel ressortit le travailleur.

L'intervention est limitée aux prestations rémunérées, effectives ou assimilées.

Article 6.

Le maintien de l'emploi supplémentaire net et l'accroissement du volume de travail dont il est question dans la présente convention collective de travail doivent être réalisés au niveau :

- du secteur ;
- de chaque établissement qui réalise de l'emploi grace aux moyens financiers « maribel social », découlant de l'arrêté royal et de la présente convention collective de travail.

Si l'employeur doit appliquer la dérogation prévue a l'article 14 de l'arrêté royal, il doit satisfaire aux conditions fixées et recevoir préalablement l'accord du fonds maribel.

Chapitre VI. Modalités d'attribution de l'emploi supplémentaire

Article 7.

Lors des embauches, il sera donné exécution a la destination prévue par les partenaires sociaux par convention collective de travail.

Article 8.

Les fonctions entrant en ligne de compte pour les embauches supplémentaires, rémunérés selon les barèmes et les conditions salariales en vigueur appartiennent aux catégories fonctionnelles comme prévues aux conventions collectives de travail en vigueur en matière de conditions salariales.

Article 9.

Une concertation sera menée au niveau des établissements dans le conseil d'entreprise ou, a défaut, avec la délégation syndicale, pour déterminer dans quels services et fonctions l'emploi supplémentaire doit être réalisé et dans quelles conditions de travail cela doit se faire. Si la concertation n'aboutit pas a un accord, les représentants des travailleurs peuvent faire appel aux secrétaires syndicaux régionaux.

En cas de constat d'absence d'accord, le Fonds Maribel déterminera l'attribution des moyens a disposition.

Article 10.

Les établissements, visés a l'article 2 et l'article 3§6 de la présente convention collective de travail, et qui entrent en compte pour recevoir l'octroi pour réaliser l'emploi supplémentaire, introduisent préalablement un dossier de demande.

Article 11.

§1^{er}. Le modèle de dossier de demande et le délai de renvoi sont déterminés par le Fonds maribel.

§2. Le dossier de demande introduit doit être accompagné de l'accord **unanime** de tous les membres du conseil d'entreprise, ou a défaut, du conseil pour la prévention et la protection au travail, ou a défaut, de la délégation syndicale. Les membres **reçoivent**, au moins 14 jours avant la **décision**, un exemplaire du dossier de demande. Ils peuvent **obtenir** tous les **renseignements** nécessaires pour **une bonne** compréhension de l'**emploi Maribel social**. Si l'établissement ne dispose **d'aucun** des **organes** de **concertation** cités, la procédure suivie est **d'application** : le dossier de demande doit être affiché **durant** une période de 14 jours à un **endroit** accessible à tous les **travailleurs** et être **signé** par au moins 50% des travailleurs **indiqués** sur la **déclaration** du **trimestre** précédent celui de l'**introduction** du dossier de demande.

Les travailleurs peuvent faire **connaître d'éventuelles objections** à ce dossier par l'**intermédiaire** du secrétaire **syndical** régional **d'une organisation** syndicale **représentative**.

Le jour où l'**employeur** affiche le dossier de demande, il en envoie une copie aux secrétaires régionaux des **organisations syndicales représentatives**.

À l'échéance de cette période de 14 jours et à défaut **d'objections**, le dossier de demande est envoyé au Fonds maribel.

Article 12.

Les employeurs qui acquièrent un dossier approuvé par le Fonds maribel doivent, dans le délai fixé par le Conseil d'administration du Fonds maribel, à compter de la **notification** de l'octroi de l'emploi supplémentaire, procéder aux embauches et à l'**augmentation** du volume de travail requises.

Ne sont pas **considérés** comme emploi supplémentaire, les travailleurs engagés à la suite d'une **fusion** ou d'une reprise d'un autre organisme **et/ou** les travailleurs engagés suite à une augmentation de la part du pouvoir subsidiant.

Chapitre VII Garanties concernant l'utilisation de la réduction des cotisations ONSS en faveur de l'emploi.

Article 13.

En exécution de l'article 3 §6 de l'arrêté royal, chaque employeur, qui bénéficie de moyens financiers maribel social, **transmettra** tous les six mois un rapport au Fonds Maribel, **selon** le modèle rédigé par le Fonds.

Le Fonds maribel peut, le cas échéant, fixer une autre **échéance** pour le rapport.

Le Fonds maribel peut, le cas échéant, **demandeur** un supplément d'information à l'employeur.

Les employeurs s'engagent à **fournir** toutes les données relatives à l'emploi dans le cadre du maribel social **demandées** par le Fonds maribel.

Article 14.

Le rapport doit être transmis au plus tard à la date fixée par le Fonds. Il doit être **certifié** par l'**employeur** et par tous les membres du Conseil d'entreprise, ou à défaut, par les membres du conseil pour la prévention et la protection au travail, ou par tous les membres de la délégation syndicale, ou à défaut, par au moins 50% des travailleurs. Les membres des

organes de concertations précités reçoivent un exemplaire du rapport au moins 14 jours avant la certification.

Ils peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires pour une bonne compréhension de l'emploi Maribel social dans l'institution.

Article 15.

Si des fonds sont reçus auxquels ne correspond pas de l'emploi conformément à l'octroi, ou pour lesquels les renseignements et/ou documents nécessaires ne peuvent pas être présentés, ces fonds seront réclamés ou les moyens à recevoir seront minorés d'autant.

Chapitre VIII. Dispositions finales et durée de validité

Article 16.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 26 juin 2000, portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des établissements et services ressortissant à la commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement, et qui sont agréés par et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

La présente convention entre en vigueur en date du 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée. Chacune des parties peut dénoncer la présente convention collective de travail moyennant un délai de préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
24 -04- 2003 | 26 -05- 2003

NR.
N°

66328 (Co)319

PARITAIR COMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN
EN DIENSTEN (319)

Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 april 2003 met betrekking tot de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de sector opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en diensten (sociale maribel)

Hoofdstuk I . Juridisch kader

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de **non-profitsector**.

Hoofdstuk II. Toepassingsgebied

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en **diensten**, en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Hoofdstuk III. Begripsomschrijvingen

Artikel 3

§1. Onder "werknemers" wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

§2. Onder "**partijen**" wordt verstaan de representatieve werkgeversorganisaties en de representatieve werknemersorganisaties die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben gesloten en de werkgevers en de werknemers die door de algemeen verbindend verklaring ervan zullen gebonden zijn.

§3. Onder "**sector**" wordt verstaan de sector zoals bedoeld in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§4. Onder "het Koninklijk Besluit" wordt verstaan het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

§5. Onder "bevoegde Ministers" wordt verstaan: de Federale Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Federale **Minister van Sociale Zaken**, en de Ministers van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en

diensten, en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§6. Onder "voorziening" wordt verstaan de instelling of dienst welke vanwege het Maribelfonds een toekenning betekend krijgt om bijkomende financiële middelen te verwerven met het oog op de bevordering van de tewerkstelling zoals voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§7. Onder "Maribelfonds" wordt verstaan het "Fonds Sociale Maribel voor de instellingen en diensten behorend tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ressorteren onder het Paritair Comité opvoedings- en huisvestingsinrichtingen".

Hoofdstuk IV. Vermindering van de RSZ-werkgeversbijdragen

Artikel 4

§1. Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de bepalingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kan de sector genieten van een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid.

De globale opbrengst van de bijdragevermindering, vermeld in artikel 3 §1 van het koninklijk besluit, wordt als volgt berekend: het aantal werknemers dat minstens **halftijds** is **tewerkgesteld**, vermenigvuldigd met het bedrag van de bijdragevermindering vastgesteld overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit, namelijk op het ogenblik van het sluiten van deze collectieve arbeidsovereenkomst: **288,18 €** per werknemer en per kwartaal.

§2. Partijen komen overeen het "Fonds Sociale Maribel voor de instellingen en diensten behorend tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ressorteren onder het Paritair Comité Opvoedings- en huisvestingsinrichtingen" te belasten met het **ontvangen**, controleren, beheren en toewijzen van de integrale opbrengst van de in vorig artikel bedoelde bijdragevermindering.

Het toewijzen van de financiële middelen, bedoeld in het vorig lid, geschiedt volgens de modaliteiten bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst in het bevoegd Paritair Comité en volgens de uitvoeringsmodaliteiten beslist door de Raad van Beheer van het Maribelfonds

Hoofdstuk V. Inning en bestemming van de bijdragevermindering

Artikel 5

§1. De sector verbindt er zich toe de opbrengsten van de bijdragevermindering aan te wenden voor de aangroei van de reguliere tewerkstelling.

De sector verbindt zich tot een toename van het arbeidsvolume van ten minste de opbrengst van de bijdragevermindering bepaald in artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. De vermeerdering van het arbeidsvolume per werkgever, toegekend na 2002, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit, dient te gebeuren ten aanzien

van het gemiddeld arbeidsvolume van 2002, inclusief het behoud van de op dat ogenblik reeds toegekende sociale maribel tewerkstelling .

§3. De tussenkomst van het Maribelfonds in de jaarloonkost van de bijkomend aangeworven tewerkstelling bedraagt gemiddeld op het niveau van de voorziening 31.532,06 € per bijkomend voltijds arbeidsvolume, of de toepasselijke pro rata daarvan. Dit plafond van tussenkomst kan verhoogd worden bij unanieme beslissing in de Raad van Beheer van het Maribelfonds.

Hogergenoemd plafond kan echter 64.937,84 € per jaar en per bijkomend voltijds arbeidsvolume niet overschrijden . Indien de jaarloonkost 64.937,84 € per jaar zou overschrijden, wordt de tussenkomst van het Maribelfonds geplafonneerd tot 31.532 € per jaar.

§4. Onder loonkost wordt verstaan: het **brutoloonloon** van de werknemer overeenkomstig de sectorale baremieke loonschalen en de **loonvoorwaarden** voor de uitgeoefende **functies, verhoogd** met de werkgeversbijdrage voor de sociale zekerheid, alsook alle vergoedingen en voordelen die aan de werknemer verschuldigd zijn door of krachtens de wettelijke of reglementaire **bepalingen**, alsook deze verschuldigd krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten binnen het paritair orgaan waaronder de werkgever ressorteert.

De tussenkomst is beperkt tot de bezoldigde, effectieve of ermee gelijkgestelde prestaties.

Artikel 6

Het behoud en de netto bijkomende tewerkstelling en de aangroei van het arbeidsvolume waarvan sprake in deze collectieve arbeidsovereenkomst moet verwezenlijkt worden op het niveau van:

-de sector;

-elke voorziening die via financiële middelen "sociale maribel", voortspruitend uit het koninklijk besluit en uit deze collectieve arbeidsovereenkomst, tewerkstelling realiseert.

Indien de werkgever de afwijking dient toe te passen, voorzien in artikel 14 van het koninklijk besluit, moet hij voldoen aan de daarvoor opgestelde voorwaarden en voorafgaandelijk het akkoord van het Maribelfonds bekomen.

Hoofdstuk VI. Modaliteiten van toewijzing van de bijkomende tewerkstelling

Artikel 7

Bij de aanwervingen zal uitvoering worden gegeven aan de bestemming die door de sociale partners bij collectieve arbeidsovereenkomst is overeengekomen.

Artikel 8

De functies die in aanmerking komen voor de bijkomende aanwervingen, vergoed volgens de vigerende baremieke loonschalen en voorwaarden, behoren tot de functiecategorieën zoals bepaald in de geldende collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de loonvoorwaarden.

Artikel 9

Er wordt een overleg op voorzieningsniveau gevoerd in de **ondernemingsraad**, of bij ontstentenis met de syndicale afvaardiging, om te bepalen in welke diensten en functies de bijkomende tewerkstelling moet ingevuld worden en onder welke arbeidsvoorwaarden dit zal gebeuren. Indien deze bespreking niet leidt tot een akkoord, kan door de werknemersvertegenwoordigers beroep gedaan worden op de regionale **vakbondssecretarissen**.

Bij vaststelling van gebreke aan akkoord zal het **Maribelfonds** de toewijzing van de ter beschikking staande middelen kunnen bepalen.

Artikel 10

De voorzieningen bedoeld in artikel 2 en in artikel 3 §6 van deze collectieve arbeidsovereenkomst die in aanmerking komen om een toekenning te ontvangen om bijkomende tewerkstelling te verwezenlijken dienen voorafgaandelijk een aanvraagdossier in.

Artikel 11

§1 Het model van aanvraagdossier en de termijn van terugzending wordt vastgesteld door het Maribelfonds.

§2 Het ingediende aanvraagdossier moet vergezeld zijn van het unaniem akkoord van alle leden van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis van het comité preventie en bescherming op het werk of, bij ontstentenis, van de syndicale afvaardiging. De leden ontvangen minstens 14 dagen voor de beslissing een exemplaar van het voorgenomen aanvraagdossier. Zij kunnen alle inlichtingen verkrijgen om een goed begrip van de sociale maribel tewerkstelling in de voorziening mogelijk te maken.

Indien in de voorziening geen der voorafgaande overlegorganen is opgericht vindt de volgende procedure toepassing: het voorgenomen aanvraagdossier moet worden uitgehangen gedurende een periode van 14 dagen op een voor alle werknemers toegankelijke plaats en dient voor akkoord te worden getekend door minstens 50% van de werknemers zoals vermeld op de **R.S.Z-aangifte** van het kwartaal voorafgaand aan dit van de indiening van het aanvraagdossier.

De werknemers kunnen eventuele bezwaren desgevallend kenbaar maken via een gewestelijke vakbondssecretaris van een representatieve werknemersorganisatie.

De dag waarop de werkgever het voorgenomen aanvraagdossier **uithangt**, stuurt hij een afschrift aan de voor de sector bevoegde secretarissen van de representatieve werknemersorganisaties.

Na verloop van de periode van 14 dagen en bij ontstentenis van bezwaren wordt het aanvraagdossier aan het Maribelfonds doorgestuurd.

Artikel 12

De werkgevers die een door het Maribelfonds goedgekeurd dossier verwerven, moeten binnen de termijn vastgesteld door de Raad van Beheer van het Maribelfonds, te rekenen vanaf de betekening van de toekenning van de bijkomende tewerkstelling, overgaan tot de vereiste aanwervingen en de vermeerdering van het totaal arbeidsvolume.

Worden niet beschouwd als bijkomende tewerkstelling, de werknemers aangeworven ten gevolge van een fusie of overname van een instelling en/of werknemers aangeworven in gevolge een verhoging vanuit de subsidiërende overheid.

Hoofdstuk VII. Waarborgen met betrekking tot de aanwending van de R.S.Z.-bijdragevermindering ten voordele van de tewerkstelling

Artikel 13

In uitvoering van artikel 3 §6 van het koninklijk besluit zal elke werkgever die financiële middelen "sociale maribel" geniet, om de zes maanden een verslag bezorgen aan het Maribelfonds, volgens het door het Maribelfonds opgesteld model.

Het Maribelfonds kan desgevallend een andere termijn van verslag bepalen.

Het Maribelfonds kan desgevallend bijkomende informatie opvragen bij de werkgever.

De werkgevers verbinden er zich toe alle gegevens in verband met de sociale maribel tewerkstelling, die door het Maribelfonds worden opgevraagd, te verstrekken.

Artikel 14

Het verslag moet ten laatste op de door het Maribelfonds gestelde datum worden terugbezorgd. Het dient **geattesteerd** te zijn door de werkgever en door alle leden van de ondernemingsraad, bij ontstentenis van de leden van het comité preventie en bescherming op het werk, of door alle leden van de syndicale afvaardiging, of bij ontstentenis door minstens 50 % van de werknemers.

De leden van het hogergenoemd betrokken overlegorgaan ontvangen minstens 14 dagen voor de attestatie een exemplaar van het verslag.

Zij kunnen alle inlichtingen verkrijgen om een goed begrip van de sociale maribel tewerkstelling in de voorziening mogelijk te maken.

Artikel 15

Indien gelden zouden ontvangen zijn waar geen tewerkstelling tegenover staat overeenkomstig de toekenning, of waarvoor niet de noodzakelijke inlichtingen en/of bewijsstukken voorgelegd worden, zullen de gelden teruggevorderd worden of in mindering gebracht worden van te ontvangen middelen.

Hoofdstuk VIII. Slotbepalingen en geldigheidsduur

Artikel 16

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 juni 2000 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2003. Zij is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan opgezegd worden door elk van de partijen mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en diensten.